



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



La Poste
Paris 11-12-20

Lundi 15 avril 2024

D'OÙ QU'ILS VIENNENT, INTERDISONS LES LICENCIEMENTS

Les 40 plus grosses entreprises françaises (celles du CAC 40) ont annoncé plus de 150 milliards d'euros de bénéfices pour 2023. Ce n'est plus une pluie, mais un déluge de fric qui arrose leurs actionnaires : plus de 60 milliards de dividendes, et 30 milliards de rachats d'actions qui gonflent d'autant la valeur de celles qui restent. Non seulement ces sommes indécentes contrastent avec les augmentations de salaire minables pour leurs salariés, mais elles n'empêchent pas les mêmes entreprises de licencier !

Des licencieurs gavés de profits

Stellantis (fusion de PSA, Fiat et Chrysler), a réalisé 18,6 milliards de profits en 2023. Les menaces sur l'emploi s'accumulent pourtant dans plusieurs usines du groupe. La semaine dernière, c'était au tour de la CGT du site Stellantis d'Hordain (Nord) de tirer la sonnette d'alarme. Le transfert d'une partie de la production de véhicules utilitaires vers la Turquie, laisse planer la menace de la direction de se débarrasser de centaines d'emplois, voire du site à terme.

ExxonMobil annonce la même semaine la vente de plusieurs sites et la suppression de 677 emplois dans celui de Gravenchon (Seine-Maritime). Les délégués syndicaux de l'usine estiment à 3 000 le nombre total des emplois menacés, directement chez les sous-traitants ou indirectement dans d'autres entreprises. ExxonMobil a fait 36 milliards d'euros de bénéfices en 2023. Le trust pétrolier a racheté en octobre dernier son rival Pioneer pour la bagatelle de 56 milliards d'euros, sans emprunter le moindre centime ! Il a largement de quoi maintenir les salaires de tous les travailleurs menacés à Gravenchon et ailleurs.

Le gouvernement n'est pas en reste

Ces annonces interviennent alors même que le gouvernement engage une énième « réforme de » (traduire : « attaque contre ») l'assurance-chômage. Si le plan d'Attal va jusqu'au bout, la durée de l'indemnisation du chômage, qui était de

24 mois jusqu'à février dernier, passera à 12 mois à l'automne prochain. On n'ose pas imaginer ce que deviendra le montant des allocations, déjà diminué de 16 % à 50 % selon les cas l'an dernier.

Le ministre de la Fonction publique Guérini s'intéresse quant à lui au chômage pour y envoyer les fonctionnaires ! Il ment en prétendant que presque personne n'est licencié dans la fonction publique. En 2022, 235 fonctionnaires – et pas 13 – ont été licenciés pour motifs disciplinaires. Des milliers d'autres ont négocié une rupture conventionnelle, pas forcément par désamour du service public, mais plutôt des conditions dans lesquelles la hiérarchie impose de travailler ! Et c'est sans compter les fonctionnaires qui changent de poste ou démissionnent.

La meilleure garantie d'emploi dans le public a un coût pour les agents : des salaires plus faibles. L'Insee estime que ceux du privé ont augmenté deux fois plus vite – en vérité plutôt deux fois moins lentement – entre 2011 et 2021, du fait du gel des salaires dans la fonction publique.

Invertissons le règne de la peur

Alors si Guérini agite le prétendu « tabou du licenciement dans la fonction publique », c'est qu'il veut opposer les salariés du public et du privé. Nous, nous sommes pour interdire le licenciement partout ! Le « tabou » dont notre société est en train de crever, c'est celui des sacro-saints profits !

Tout cet argent serait bien mieux employé à maintenir les emplois et les salaires des travailleurs et des travailleuses dont les postes sont menacés. À embaucher les collègues qui manquent dans les ateliers, les services, les chantiers. À faire reculer ce chômage qui n'est pas une fatalité, mais l'arme de la bourgeoisie pour nous imposer sa loi.

Une telle lutte pour l'interdiction des licenciements suppose que, du public et du privé, nous fassions front ensemble. Si le gouvernement crache sur ses agents, c'est précisément pour jeter entre nous les ferments de la division. Car il sait, mieux que nous, qu'une fois unis nous serons invincibles.

La direction a encore oublié d'embaucher

Ce sont les vacances de printemps, la direction nous avait bien tannés pour poser tous nos congés. Pour prévoir les remplacements, qu'elle disait. Mais sans gêne, elle nous demande de faire la « sécable inopinée » – il faut traduire : remplacer nos collègues en congés !

Nous n'avons aucune envie de laisser notre peau au travail. alors qu'elle embauche des saisonniers, Des jeunes qui cherchent du boulot, il y en a beaucoup.

On préfère la musique pop au son du tambour

Dernièrement les chefs sont venus nous dire qu'il ne faut plus écouter de la musique et mettre des écouteurs.

La direction a des velléités de nous faire marcher au pas comme de bons petits soldats ?

En mai, ne fais pas ce qui te déplaît

Sans rire, la direction a proposé que nous prenions des jours pour les ponts de mai. Mais bien sûr en posant un CA et en demandant aux collègues restants de nous remplacer gratuitement.

Encore un moyen d'écluser nos congés à moindre frais. Non merci !

Personne n'en veut

À l'îlot Richard Lenoir, il n'y a toujours pas de facteur d'équipe. En fait, la tournée est tellement chargée qu'un collègue pourtant expérimenté venu de la banlieue parisienne a décidé de ne pas rester dans cette galère !

Le méga salaire de Tavares

Le PDG de Stellantis (PSA, Fiat et Chrysler) va toucher le pactole de 36,5 millions d'euros pour 2023, 42 millions avec les à-côtés. Il gagne plus en une journée qu'un salarié en un an.

Des sociétés de conseil ont suggéré aux actionnaires – qui se partagent la coquette somme de 7,7 milliards de dividendes – de voter contre ce salaire somptuaire, tellement indécent qu'il pourrait réveiller la colère des travailleurs... Et pour cause !

Tandis que les actionnaires empochent des sommes ahurissantes et récompensent grassement le PDG, Stellantis licencie des milliers de salariés aux USA, en Italie et s'apprête à fermer l'usine de Hordain, dans le Nord. Contre les actionnaires et leur serviteur Tavares, il faut que la colère explose !

Robin des riches

Macron vient d'annoncer son intention de taxer les livres d'occasion. Après la taxe « lapin » pour les rendez-vous non honorés chez le médecin, ou la taxe de 100 euros pour pouvoir utiliser son compte personnel de formation à partir du 1^{er} mai prochain, ce gouvernement ne pense qu'à saisir tous les prétextes pour nous faire les poches.

Par contre, taxer les plus riches, il n'en est pas question : c'est à leur service qu'il exerce le pouvoir !

Des expulsions contre le mal-logement ?

Le ministre du Logement, Guillaume Kasbarian, veut maintenant s'attaquer aux locataires de HLM qui dépasseraient les plafonds. 2,6 millions de familles sont en attente de logement HLM alors que la construction de logements sociaux est au plus bas sous le gouvernement Macron.

Mais plutôt que d'en construire, il propose de multiplier les expulsions de tous ceux qui ne seraient plus assez pauvres à son goût...

Plus d'obus, moins de sécu

Accompagné du gratin de l'industrie d'armement, Emmanuel Macron a posé à Bergerac, en Dordogne, la première pierre d'une usine du groupe Euroco, qui fabriquera de la poudre pour des obus.

Il a profité de l'occasion pour lancer un appel à augmenter la production d'armes dans tous les secteurs, en promettant des baisses d'impôts supplémentaires pour les industriels, pour « être le pays le plus attractif en Europe ».

À une question d'un journaliste qui lui demandait s'il fallait en déduire que la guerre est bonne pour l'emploi, il a répondu par l'affirmative : « *Je préfère la paix mais l'industrie (de guerre) c'est bon pour l'emploi.* » Et d'ajouter : « *Oui, l'investissement dans notre défense crée des emplois et nous permet de baisser les dépenses sociales.* »

En résumé il faudrait plus de canons et moins de Sécurité sociale !

Qui sont les voyous ?

Le 8 avril, 17 militants écologistes ont été interpellés par la cellule antiterroriste. Restés en garde à vue 96 heures dans des conditions éprouvantes, ces « dangereux criminels » ont eu l'audace de... peinturlurer une cimenterie Lafarge.

C'est pourtant le géant du béton qui vient d'être mis en examen pour financement du terrorisme et complicité de crimes contre l'humanité, puisqu'il a financé Daech et d'autres groupes en échange du maintien de sa cimenterie en Syrie.